



Au nom d'Allah, Le Clément et Le Miséricordieux

Actualités&Commentaires

La violence contre les femmes ne sera jamais résolue sous aucun système libéral !

Actualité :

Le 2 juillet, des centaines de personnes ont participé à une veillée pour Zara Aleena, tuée alors qu'elle rentrait chez elle à Ilford, dans l'est de Londres. Cette diplômée en droit de 35 ans se trouvait à quelques minutes de sa porte d'entrée lorsqu'elle a été traînée, frappée et piétinée par un inconnu. Elle a subi de multiples blessures graves et a été retrouvée en sang et luttant pour respirer. Son meurtre vient s'ajouter à d'autres meurtres de jeunes femmes très médiatisés dans le pays, comme ceux de Sarah Everard et de Sabina Nessa, et a une fois de plus suscité un débat national sur le niveau "épidémique" de violence dont sont victimes les femmes en Grande-Bretagne.

Commentaire :

Au cours des quatre dernières années, 47 enfants musulmans (âgés de six ans et moins) et leurs 20 mères musulmanes ont été abandonnés et laissés pourrir et mourir par le gouvernement australien dans des camps du nord-est de la Syrie. La plupart de ces femmes et de ces enfants sont détenus dans les camps d'Al-Hol et de Roj. Al-Hol était, et reste, à tous points de vue, l'un des pires endroits sur terre pour un enfant. Situé dans une partie reculée du désert syrien, les conditions à Al-Hol oscillent entre des extrêmes. En hiver, le froid mordant est connu pour provoquer des hypothermies. En effet, plusieurs enfants sont morts à al-Hol des suites d'une exposition au froid. Littéralement, ils sont morts de froid. En été, la chaleur torride absorbe l'énergie et les fluides des jeunes corps jusqu'à la déshydratation. Il n'y a pas d'eau courante et l'accès aux soins de santé et à l'éducation est très limité.

Les veillées à la mémoire des jeunes femmes et des jeunes filles tuées alors qu'elles marchaient dans les rues de Grande-Bretagne commencent à devenir monnaie courante dans le pays. Cependant, la Grande-Bretagne n'est pas le seul pays fait face à l'ampleur effroyable des féminicides et de la violence contre les femmes. Le crime est endémique dans d'autres États libéraux, d'est en ouest. En France, une femme est tuée tous les trois jours par un partenaire ou un ancien partenaire, tandis que les violences conjugales touchent 220 000 Françaises chaque année (The Guardian, 2019). Aux États-Unis, près de trois femmes sont tuées chaque jour par la violence domestique (Bureau of Justice) et une femme sur cinq a été violée au cours de sa vie (Centre for Disease Control and Prevention). En Australie, une femme est hospitalisée toutes les trois heures pour cause de violence domestique (Australian Institute of Health and Welfare). Et en Turquie, quatre femmes sur dix souffrent de violences domestiques (Institut Turc de la Statistique), et selon le Ministère Turc de la Justice, entre 2003 et 2014, le nombre de meurtres de femmes a augmenté de 1 400 %.

Le meurtre de Zara Aleena a une fois de plus suscité un débat sur les raisons pour lesquelles tant de femmes sont victimes de la violence des hommes en Grande-Bretagne et sur l'échec total des gouvernements successifs à s'attaquer à ce problème. Il est clair que le concept « d'égalité des sexes », prôné par de nombreuses personnes dans les États libéraux laïques comme moyen d'établir le respect des femmes, n'a pas réussi à assurer la sécurité basique des femmes. La Grande-Bretagne, par exemple, est signataire de la CEDAW et de la Convention d'Istanbul sur la violence à l'égard des femmes ; elles disposent d'un certain nombre de lois sur l'égalité des sexes inscrites dans



le droit national, telles que les lois sur l'égalité de 2006 et 2010, et les lois sur la discrimination sexuelle de 1975 et 2002 ; elles disposent d'un ministre des femmes et de l'égalité et d'un comité des femmes et de l'égalité. Des lois et des conventions similaires sont inscrites dans les lois et les constitutions d'autres États libéraux, mais elles n'ont même pas réussi à réduire l'ampleur de la violence contre les femmes dans ces pays. En outre, des États tels que la Turquie et la Tunisie, qui sont des leaders dans la défense et la mise en œuvre de politiques et de lois sur l'égalité des sexes dans le monde musulman, figurent également parmi les leaders mondiaux de la violence à l'égard des femmes.

Il est clair que l'instauration de l'égalité des sexes dans les rôles et les droits au sein du foyer, sur le lieu de travail ou même en politique n'est pas la recette pour créer le respect et la sécurité des femmes dans une société. L'obtention de ces résultats dépend plutôt de la vision que les hommes ont des femmes et d'autres aspects sociaux au sein des sociétés. Dans les États laïques, les libertés personnelles et sexuelles libérales qui encouragent les hommes à considérer et à traiter les femmes selon leurs caprices et leurs désirs, associées à la dévalorisation systématique des femmes par leur objectivation et leur sexualisation dans le divertissement, la publicité, la pornographie et d'autres industries, ainsi qu'à des modes de vie hédonistes marqués par l'alcool et la drogue, ont créé un cocktail dangereux pour la sécurité des femmes. En outre, l'absence de rôles, de responsabilités et de droits clairs pour les deux sexes dans le mariage et la vie familiale dans les systèmes libéraux laïques est une recette pour le désastre car elle crée de la confusion, de la concurrence et des tensions sur les devoirs et les droits, ce qui exacerbe la violence domestique au lieu de la réduire.

En revanche, l'Islam a une approche définie à plusieurs niveaux pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes. Premièrement, il rejette les libertés libérales sexuelles et personnelles et promeut plutôt le concept de Taqwa (conscience de Dieu) au sein des individus, qui nourrit une mentalité de responsabilité dans la manière dont les hommes considèrent ou traitent les femmes dans la vie privée ou publique. Deuxièmement, les preuves islamiques obligent les hommes à considérer et à traiter les femmes avec respect et à protéger leur dignité et leur bien-être en permanence. Allah (swt) dit : **“O les croyants! Il ne vous est pas licite d'hériter des femmes contre leur gré; Et comportez-vous convenablement envers elles...”** [An-Nisa : 19]. Troisièmement, l'Islam interdit sans équivoque toute forme d'abus ou de violence envers les femmes. Allah (swt) dit : **« وَلَا تَضَارُّوهُنَّ لِنُصِيْفَتِهِنَّ عَلَيْهِنَّ »** **“Et ne causez pas du tort (aux femmes).”** [Al-Talaq: 6] Et le prophète (saws) a dit : **« لَا تَضْرِبُوا إِمَاءَ اللَّهِ »** **“Ne battez pas les servantes d'Allah”** (Sounan ibn Majah). Quatrièmement, l'Islam interdit la sexualisation et l'objectivation des femmes, ou toute action qui dégrade leur statut dans la société, y compris leur engagement dans tout travail ou service qui exploite leur corps ou leur beauté à des fins lucratives. Cinquièmement, l'Islam interdit la drogue, l'alcool et toute forme de style de vie hédoniste qui contribue à la violence contre les femmes. Enfin, l'Islam organise les devoirs et les droits des hommes et des femmes dans le cadre du mariage et de la vie familiale de manière détaillée et complémentaire - par exemple en définissant l'homme comme le gardien et le pourvoyeur de la famille et la femme comme la maîtresse de maison et la principale responsable des enfants. Cela garantit que les droits et les besoins de tous les membres de la famille sont satisfaits, ce qui crée une harmonie et minimise les disputes et les conflits de responsabilités qui peuvent exacerber la violence domestique. Lorsque ces principes et ces lois sont mis en œuvre au niveau de l'État par le système politique de l'Islam - le Khilafah basé sur la méthode de la Prophétie - cela crée une société dans laquelle les femmes se sentent respectées et en sécurité dans leur foyer, dans les rues et dans la vie publique en général.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut Tahrir par

Dr. Nazreen Nawaz

Directrice de la section féminine au bureau central des médias du Hizb ut Tahrir